

## Le général De Gaulle visite un collège d'enseignement technique à Ajaccio.

**Numéro d'inventaire** : 1979.17557

**Auteur(s)** : Ferdinand Campana

Charles Haquet

Denis Périer-Daville

**Type de document** : article

**Éditeur** : Le Figaro (Paris)

**Inscriptions** :

• gravure : une photo n&b

**Description** : Feuille de journal découpée et collée sur carton

**Mesures** : hauteur : 365 mm ; largeur : 425 mm

**Notes** : Extrait du Figaro du 9 novembre 1961. Compte-rendu du voyage du général De Gaulle à Ajaccio , où il a visité un CET nouvellement construit en présence de Roger Frey (ministre de l'intérieur) et de Lucien Paye (ministre de l'éducation nationale) + photo. L'article rend compte aussi des événements d'Algérie.

**Mots-clés** : Politique de l'éducation

Bâtiments scolaires : Lycées et collèges d'enseignement technique

Disciplines techniques et professionnelles

**Filière** : Enseignement technique et professionnel

**Niveau** : Post-élémentaire

**Autres descriptions** : Langue : Français

Nombre de pages : n.p.

Mention d'illustration

ill.

# DEUXIÈME JOURNÉE DE VOYAGE PRÉSIDENTIEL

## LE GÉNÉRAL DE GAULLE A AJACCIO :

« Pour que l'autodétermination se produise, il est nécessaire qu'un accord soit conclu d'avance entre le gouvernement et les éléments politiques algériens et avant tout, bien sûr, les représentants de la rébellion qui ont avec eux la majorité des sentiments du peuple algérien »

De nos envoyés spéciaux : F. CAMPANA - Ch. HAQUET - D. PÉRIER-DAVILLE

Toulon, 8 novembre. (De nos envoyés spéciaux.) Le soleil déjà haut dans le ciel inonde de ses rayons les jardins de la préfecture d'Ajaccio et le cours Napoléon, quand à 8 heures précises, le général de Gaulle apparaît entouré de MM. Pays, Solinas, Ferry, Guinzy, commissaire général au Tourisme, de M. Vaunois, préfet de la Corse, et de M. Serafini, maire d'Ajaccio.

Les applaudissements éclatent aussitôt. Le chef de l'Etat passe sous un arc de triomphe de félicitations en branches de palmier entrecroisées qui lui fait une véritable voûte de verdure. Une banderole portant l'inscription « Bienvenue au général de Gaulle » est tendue au-dessus de la ville à 8 heures 15. Quelques minutes plus tard, c'est la première halte à la centrale thermique d'Aspretto.

Il y est accueilli par M. Charles Ciommi, chef du centre de distribution E.D.F. pour la Corse, et par M. Barthélemy, professeur et conservateur des Arts et Métiers, ingénieur en chef de l'Electricité ayant fourni les machines qui constituent l'originalité de cette centrale. Il s'agit de ré-

référer à pistons bleus, associés à une turbine qui entraîne l'alternateur producteur de courant. Dans son allocution à la mairie, M. Serafini, évoque devant le général de Gaulle les problèmes principaux qui préoccupent les insulaires.

Il donne à ce sujet quelques détails, déjà connus, et le général, dans sa réponse, lui fait savoir qu'il se pencherait très sérieusement sur toutes ces questions et que la Corse, selon lui, devrait être administrée par un régime particulier.

Il s'est ensuite le discours à la fois. Plusieurs milliers d'Algériens sont massés autour de la stèle en marbre de premier ordre. Le Président de la République remercie tout d'abord les habitants de leur accueil et rappelle les liens qui, depuis 1962, l'unissent à la ville et à la Corse, puis, évoquant les questions économiques, il déclare : « Vous êtes un territoire français qui, pour de multiples raisons, en particulier historiques, est cher au cœur de la France. Vous êtes un territoire, un pays de ce qu'il faut faire pour nos enfants. Il convient, de la patrie lointaine pour la Corse quelque chose de particulier. »

A propos de la situation internationale, il affirme : « La France est liée à cette coopération, dès lors que la menace s'efface. »

rent. Ces groupes électrogènes, mis au point très récemment, présentent de nombreux avantages. Le succès du moteur à piston libre, construit par les Français, peut représenter, à l'export, une véritable révolution.

### UN COLLÈGE TECHNIQUE ULTRA-MODERNE

Ensuite, le général de Gaulle visite le collège d'enseignement technique, dont la construction a été achevée en juillet dernier. Cet établissement accueille actuellement 225 élèves — prochainement 310 — pour la plupart pensionnaires et boursiers de l'Etat qui du collège avec un certificat d'études professionnelles. Le général de Gaulle visite longuement les locaux où des jeunes gens de 15 à 18 ans font, à des tables et à des tours, divers travaux de menuiserie, de maçonnerie, d'éclairage et de mécanique. Le chef de l'Etat s'adresse ensuite à M. Doreau, de savoir si le coût du transport du ciment et des matières premières ne grève pas

### DES VIVATS NOMBREUX

Le chef de l'Etat quitte alors la préfecture pour se rendre à l'hôtel de ville. Il est acclamé dans tout le long de l'avenue de Premier-Coussal et sur la place Foch. Il entre dans la foule à plusieurs reprises, comme à son habitude.

Il est acclamé à la mairie, M. Serafini, évoque devant le général de Gaulle les problèmes principaux qui préoccupent les insulaires.

Il donne à ce sujet quelques détails, déjà connus, et le général, dans sa réponse, lui fait savoir qu'il se pencherait très sérieusement sur toutes ces questions et que la Corse, selon lui, devrait être administrée par un régime particulier.

Il s'est ensuite le discours à la fois. Plusieurs milliers d'Algériens sont massés autour de la stèle en marbre de premier ordre. Le Président de la République remercie tout d'abord les habitants de leur accueil et rappelle les liens qui, depuis 1962, l'unissent à la ville et à la Corse, puis, évoquant les questions économiques, il déclare : « Vous êtes un territoire français qui, pour de multiples raisons, en particulier historiques, est cher au cœur de la France. Vous êtes un territoire, un pays de ce qu'il faut faire pour nos enfants. Il convient, de la patrie lointaine pour la Corse quelque chose de particulier. »

A propos de la situation internationale, il affirme : « La France est liée à cette coopération, dès lors que la menace s'efface. »

dans l'industrie des machines motrices qui a depuis 150 ans participé à la prospérité de la France. Il portera en effet de satisfaire les besoins en énergie avec des équipements majeurs sur les investissements et les prix de revient du kilowatt-heure.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RAPPELLE ENCORE LA PRÉFECTURE DE TOUTES LES RÉGIONS D'AJACCIO, DE CORTE ET DE SARTIENE, AINSI QUE DE NOMBREUX CONSEILS GÉNÉRAUX. IL S'ENTRETIENT FAMILIÈREMENT AVEC DES PROBLÈMES SPÉCIFIQUES À LA CORSE ET EN MARQUE JAMAIS D'OMBRAGE SUR LE FAIT QU'IL NE SOIT PAS DANS LE BON CHEMIN EN CE QUI CONCERNE LE PROGRÈS SOCIAL.

Si par malheur il est impossible de trouver des éléments politiques raisonnables, ou bien si notre proposition de collaboration soumise au peuple algérien n'est pas acceptée, nous ne laisserons les territoires de notre présence se voir plus nécessaire et nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester

### TROIS JOURS EN ALGÈRE À PROPOS DE LAQUELLE LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉCLARE : « IL FAUT OUVRIRE LA VOIE À LA RÉPUBLIQUE QUI EST DANS TOUTES NOS ESPÉRANCES »

### PLASTIC A AJACCIO

Dans la nuit de samedi à dimanche, une charge d'explosif a été découverte à Ajaccio dans des Pons et Chamades, boulevard du Maréchal. Il s'agit d'un dépôt de plastique de 100 kilos environ. Les services de sécurité.

« Je crois aussi qu'il sortira de ce qu'il est en même temps que est la coopération fraternelle. » — de l'Algérie demain avec la France. Cette coopération économique, culturelle, technique nous coûtera chère, car l'Algérie a d'immenses besoins et puis de ressources. Cette coopération devra assurer la place et les droits des Européens en Algérie.

rie et l'intérêt national français, en particulier l'exploitation du pétrole et du gaz que nous avons découverts, ainsi que les communications internes africaines.

### POUR QUE CETTE AUTODÉTERMINATION SE PRODUISE, IL EST NECESSAIRE QU'UN ACCORD SOIT CONCLU D'AVANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES ÉLÉMENTS ALGÉRIENS ET AVANT TOUT, BIEN SÛR, LES REPRÉSENTANTS DE LA RÉBELLION QUI ONT AVEC EUX LA MAJORITÉ DES SENTIMENTS DU PEUPLE ALGÉRIEN.

« Nous ne mettons à cela aucun préalable. Si d'autre part, on ne peut pas pratiquer, il n'y a aucune raison que les conversations ne s'engagent. C'est un moment à l'heure. Cette autodétermination se fera pacifiquement, car elle ne peut évidemment se faire pendant des combats. Après, nous accepterons la venue de la collaboration.

### LES CONVERSATIONS INDISSOLUBLES PEUVENT, SI L'ON VEUT, OUVRIRE D'UN JOUR À L'AUTRE. ELLES SONT NECESSAIRES POUR QUE L'ALGÈRE CHOISISSE SON DESTIN. IL EST INDISPENSABLE QU'UN ACCORD SE FASSE ENTRE NOUS ET TOUTS LES ÉLÉMENTS POLITIQUES ALGÉRIENS ET NOTAMMENT, BIEN SÛR, CEUX QUI DIRIGENT CE QUI A ÉTÉ LA RÉBELLION ET CE QUI EST ENCORE DES ATTENTATS ET PERTE DES COMBATS ET QUI ONT GNERÉ LA POPULAIRE ALGÉRIENNE. C'est un accord se fasse comme nous le souhaitons, alors les populations algériennes feront l'autodétermination. »

### LES GARANTIES POUR LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »



Le général de Gaulle, qu'accompagnent M. Pays et M. Ferry, visite un collège d'enseignement technique à Ajaccio.

franco. Nous retournerons en Algérie les éléments musulmans de la métropole et nous verrons venir.

« Ce serait une solution regrettable bien que nous puissions en retirer, des avantages. Nous ne souhaitons pas du tout cette solution, mais en contrepartie l'opportunité d'une Algérie marquée côté à côté avec la France pour le

progrès et à l'intérieur du monde libre. Et c'est la République algérienne qui nous soutiendrait pas de nous et nous regagnerons les populations européennes dans des régions déterminées, et le reste des régions au plan, et nous serons satisfaits. Mais il ne se crée pas que c'est à cette condition que les Algériens voudront en rester.

« Nous devons poursuivre notre effort, cela signifie donc toutes les catégories et les régions des dépendances et des reconstructions. C'est très naturel car chaque soukrite avoir sa part, mais perdons nous, si nous ne pouvons l'équilibre de notre moment. Dès lors que cet équilibre s'est posé en cause, il faut que tous les Français soient au profit de la France. »

« Il y a par là-dessus, de l'autre côté de la mer, quelques-uns de nos compatriotes qui pourraient le ne pas quel révéla, le ne pas quelle ambition maline. Il ne faut pas nous laisser aller à l'indépendance, c'est-à-dire la puissance suprême de l'unité nationale. C'est là, le plus adroit de rendre la pays dans son esprit, dans sa foi et dans sa volonté. Or ce qui est, il ne doit servir la France. »

« La foule applaudit vivement ces paroles et le chef de l'Etat salue à pied le théâtre municipal où vont lui être présentées les personnalités de la région. Il sera les mains qui se tendent à lui des barrières qui, avouons, ont été dans la ville et de tricolore. Des drapeaux ont été

acrobates dans les câbles conducteurs de trolleybus. Des banderoles habillent les statues et notamment la Liberté, repêchée du port de New York ; des tonnes rouges et des cols bleus colorent aussi des milliers de têtes massées dans le centre de la ville. Pourtant, la comme ailleurs, vingt associations avaient demandé l'abstention ; le journal communiste lui-même la réclamait encore hier sur haut colonnes dans sa première page.

Le maire, M. Maurice Arreckh, thème au général les membres du Conseil municipal et les notables insulaires, parmi lesquels le président de la République reconstruit plusieurs écomptes de la Liberté.

Dans l'après-midi, M. de Gaulle, qui avait discrètement quitté le cortège officiel, avait rendu visite à la fondatrice, Bartholin, et une centaine de jeunes gens de 6 à 14 ans, orphelins, abandonnés ou retirés à leurs familles qui les accueillent, sont éduqués dans un esprit qui se rapproche le plus possible de l'atmosphère familiale.

« Ce matin, le président de la République visitera l'aéroport, où dix mille personnes sont en pique-nique. Puis, par Solles et les gorges, il se rendra à l'aéroport de l'aéroport. C'est là, le plus adroit de rendre la pays dans son esprit, dans sa foi et dans sa volonté. Or ce qui est, il ne doit servir la France. »

« La foule applaudit vivement ces paroles et le chef de l'Etat salue à pied le théâtre municipal où vont lui être présentées les personnalités de la région. Il sera les mains qui se tendent à lui des barrières qui, avouons, ont été dans la ville et de tricolore. Des drapeaux ont été

« Nous devons poursuivre notre effort, cela signifie donc toutes les catégories et les régions des dépendances et des reconstructions. C'est très naturel car chaque soukrite avoir sa part, mais perdons nous, si nous ne pouvons l'équilibre de notre moment. Dès lors que cet équilibre s'est posé en cause, il faut que tous les Français soient au profit de la France. »

« Il y a par là-dessus, de l'autre côté de la mer, quelques-uns de nos compatriotes qui pourraient le ne pas quel révéla, le ne pas quelle ambition maline. Il ne faut pas nous laisser aller à l'indépendance, c'est-à-dire la puissance suprême de l'unité nationale. C'est là, le plus adroit de rendre la pays dans son esprit, dans sa foi et dans sa volonté. Or ce qui est, il ne doit servir la France. »

« La foule applaudit vivement ces paroles et le chef de l'Etat salue à pied le théâtre municipal où vont lui être présentées les personnalités de la région. Il sera les mains qui se tendent à lui des barrières qui, avouons, ont été dans la ville et de tricolore. Des drapeaux ont été

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »

« Cette coopération, en échange de ce qu'elle coûtera — et elle coûtera très cher — doit servir pour nous une contrepartie, c'est-à-dire une situation stable, déterminée, assurée par le commandement de souche algérienne qui se trouve en Algérie et une situation telle que nos droits soient assurés, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de spoliation de la part et du pétrole que nous avons trouvés en Sahara et nos communautés à travers l'Afrique, car nous sommes plus que jamais un pays présent en Afrique pour le bien de l'homme. C'est la solution du bon sens, c'est celle que nous souhaitons, c'est celle que nous proposons. »

« Si cette coopération est refusée, nous retournerons dans des zones déterminées par les Européens et les Algériens voulant rester dans la République algérienne. »